Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Axédia, 70 ans d'activités pour le logement et l'acquisition pour tous



Pour les 70 ans d'Axédia, Marie-Noëlle Lieneman, ancienne Ministre et sénatrice, et Présidente de la Fédération Nationale des Coopératives d'Hlm a félicité Michel Gontard, président directeur général -et président de Grand Delta Habitat- et ses équipes pour leur accompagnement des plus modestes au logement et à l'accession à la propriété. Marie-Noëlle Lieneman et Michel Gontard militent pour un soutien financier accru de l'Etat, un logement abordable, durable et adapté aux besoins des citoyens alors que la France subit une crise du logement qui s'amplifie et perdure.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Dans les faits, Marie-Noëlle Lienemann fait actuellement le tour des coopératives dont chaque territoire est spécifique. Un tour d'horizon propre à nourrir sa réflexion pour connaître les besoins et opportunités de chaque coop sur son territoire qui pourrait alors dresser sa feuille de route à 5 ans et, face à cela, demander une vraie implication financière du bloc présidentiel.

70 ans de combat social pour les plus modestes
Pour l'heure l'ancienne ministre a félicité la coopérative Axédia qui possède plus de 855 logements à la location et développe son parc en Vaucluse, dans le Gard et l'Hérault. Le résultat, en amont, d'une organisation fédératrice d'actions concrètes, notamment via la 'Coop' Foncière Méditerranée' et la Sac (Société anonyme de coordination pour une offre globale sur son territoire en additionnant les savoir-faire de ses membres) Territoires Sud Habitat, dont Axédia est fondatrice.

Michel Gontard a souligné des années 2023 et 2024
marquées par d'importants défis économiques et sociaux particulièrement impactants sur les ménages ; la difficulté à se loger et l'accession à la propriété qui continue d'être très freinée pour les ménages les plus modestes. Face à ce constat, la coopérative Axédia avait déjà mis en pratique le Prêt Social Location Accession –PSLA, – et le Bail Réel Solidaire –BRS-.

En savoir plus sur le PSLA
Le Prêt Social Location Accession est un dispositif d'accession à la propriété pour des ménages sous plafonds des ressources afin d'accéder, progressivement, à la propriété de leur résidence principale, à prix maîtrisé, avec un statut de locataire accédant.

Comprendre le BRS
Le Bail Réel Solidaire est également un dispositif d'accession à la propriété créé en août 2015, en logements neufs ou anciens et sur les zones tendues à un prix abordable -« de 20 à 40% moins cher », a indiqué Michel Gontard- et applicable dans le cadre de la Loi SRU (Loi de Solidarité et Renouvellement Urbain). Une réduction du coût du prix de l'acquisition due à la dissociation du foncier porté –entre 18 et 99 ans- par un Organisme Foncier Solidaire (OFS) et du bâti acquis par les candidats propriétaires. En contrepartie les propriétaires versent un faible loyer du terrain. Egalement, l'achat du bien peut être fait via le Prêt à taux zéro (PTZ), pour les primo-accédants.

Les métiers d'Axédia
Axédia exerce la construction et l'aménagement, la gestion locative et l'accession sociale à la propriété. La coopérative propose la vente de terrains, de maisons et d'appartements sobres en énergie.

Les chiffres clés 2023
7,7M€ d'investissements ; 5,8M€ de chiffre d'affaires ; 380 722€ de résultats ; 9 747 logements gérés par le syndic de copropriétés ; 1 851 personnes logées ; 855 logements locatifs dont 93 en 2023 ; 98,89% de recouvrement et 1,18% de logements vacants. Où les logements se situent-ils ? 612 en Vaucluse (84) ; 235 dans le Gard (30) ; 8 dans l'Hérault (34).

Le Conseil d'administration Axédia
Michel Gontard, président directeur-général, George Lemaire, directeur, Bruno Abbattista, Xavier

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Alapetite, Bruno André, Kader Belhadj, Jean-Jacques Dorey, Etienne Ferracci, Véronique Mencarelli, Michèle Michelotte, Joanne Mokonam, Isabelle Pairat, Alain Parent, Christian Pons, Laurent Pradeille, Dominique Taddéi, Stéphane Tortajada, Nathalie Vallat.



Ils ont dit

Marie-Noëlle Lienemann

«La crise du logement que nous subissons actuellement touche particulièrement le logement social. Nous aidons les ménages les plus modestes à devenir propriétaires, via le parcours résidentiel. Nous nous félicitons du maintien du prêt à taux zéro (PTZ) et du PSLA (Prêt social location accession) pour lesquels nous demandons, au Gouvernement, le doublement de la quotité. Nous nous sommes également beaucoup mobilisés sur le BRS (Bail Réel Solidaire) promu par les coops et auquel personne ne croyait et désormais reconnu dans les textes législatifs, dispositif qui fonctionne très bien. Quant aux taux d'intérêts ils ne sont pas encore assez bas pour permettre aux plus modestes d'accéder au crédit.»

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

«En 20 ans, si l'accession à la propriété a augmenté,
la part de l'accession sociale a diminué car le PTZ (Prêt à taux zéro) a favorisé les couches moyennes supérieures ou les plus aisées, mais pas vraiment ceux qui en avaient besoin, notamment à une période où les crédits sont rares. Nous attendons des Pouvoirs Publics la suppression de la RLS (Réduction du loyer solidarité), c'est-à-dire du prélèvement des 1,5 milliards fait chaque année sur le mouvement HLM et revendiquons la TVA à 5,5% pour l'ensemble du logement social.»

Mise en place d'un observatoire
«J'ai demandé au Congrès HLM la mise en place d'un observatoire comme on le fait pour les comptes publics afin de pouvoir détailler combien l'Etat – dont les collectivités publiques- reçoit et dépense. Enfin, nous vivons un véritable problème d'accès au foncier dont les prix ont évolué de 300% en 30 ans. Ce qui est rare est donc cher. Surtout, le prix du logement devient de plus en plus divergeant de l'évolution des revenus des français ce qui plombe le pouvoir d'achat. Il faut donc déstocker le foncier public dont nous avons besoin, cela pourrait être la vente des terrains de l'armée, de la Sncf, de la Poste… Enfin nous pourrions faire une Vefa –Vente en état futur d'achèvement- à l'envers c'est-à-dire commander à des promoteurs ce que nous voulons plutôt que le leur racheter une fois les constructions faites qui ne correspondent pas exactement à nos attentes.»

La loi Zan
Quant à la loi Zan (Zéro artificialisation nette), si je comprends totalement la préservation des terres notamment agricoles, je trouve assez injuste que les communes qui ont beaucoup construit puissent encore réaliser 50% de ce qui a déjà été réalisé, alors que les petites communes qui construisent peu ne puissent plus le faire. Cette loi va encore participer à augmenter le coût du foncier et poser un arbitrage sur la terre et non pas sur la qualité du bâti. Or, si l'on paie cher le terrain, on amoindri le coût et donc la qualité de la construction, au moment où il faut revaloriser les métiers du bâtiment, si l'on ne veut pas voir, par exemple, le retour des travailleurs détachés.»

La pression subie par les maires
«L'autre difficulté ? Il y a des maires qui ne veulent pas construire. Ça n'est pas que ce soit leur choix, mais la pression des habitants parce que ces derniers fantasment sur la population qui pourrait y habiter alors que dans les faits, ce sont les habitants et les jeunes de la commune qui s'y installeront. Une fois cela réalisé, les habitants sont contents, mais il faut insister pour que la construction ait lieu.»

«Nous avons la conviction de pouvoir, tous, travailler ensemble
élus, Etats et opérateurs sociaux pour réussir ce défi républicain face à une société fracturée où les gens vivent chacun dans leur univers, sans échanger, sans penser qu'ils portent, ensemble, le destin du pays alors que la mixité sociale, qui n'est pas facile, peut réussir grâce à une feuille de route partagée. L'ONU (l'organisation des Nations Unies) a décidé que 2025 serait l'année internationale des coopératives porteuse de l'intérêt de la collectivité publique, des locataires, des financiers… Nous avons besoin d'outils dans cette recherche de l'équilibre des parties.»

Michel Gontard,
«Nous portons l'accession à la propriété sur la région Sud-Paca et Occitanie, via la 'Coop' foncière

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Méditerranée' et 'Territoires Sud Habitat' pour une vision complète ou l'accession sociale est intégrée. Nous avons d'ailleurs été les premiers à sortir des villas BBC (Bâtiments basse consommation).»

«Nous expliquons aux maires les avantages du PSLA et du BRS
–qui est le plus plébiscité des deux dispositifs- où nous arrivons à faire baisser les prix du bien jusqu'à 40% -même dans le cadre d'une opération SRU- pour ceux qui souhaitent devenir propriétaires. Notre organisme de foncier solidaire (OFS) détient un portefeuille de 70 opérations à réaliser en Sud-Paca et Occitanie. Mais la plus importante problématique reste l'accès au foncier, cela pourrait être réglé grâce au foncier d'Etat qui pourrait nous être mis à disposition. J'en veux pour preuves les dizaines d'hectares de friches Sncf aux Rotondes à Avignon.»

«L'attente d'un logement social en Vaucluse
-19 000 demandes- s'exprime en années et je ne parle pas des demandes de mutation, de changement de résidences souvent demandées en raison de trafics, de sentiment d'insécurité, où sous la pression de certaines idéologies, radicalisation » relève Michel Gontard, « également par rapport à la question de la fréquentation de l'école », intervient marie-Noëlle Lienemann.

«Le pavillon avec jardin reste la demande de tous
car beaucoup de nos résidents désirent quitter le collectif pour vivre en villa, rappelle Michel Gontard. Plus de 30% de nos locataires en Région Sud-Paca ont plus de 60 ans, ce qui est considérable. C'est le résultat de parcours de vie accidentés, de pertes d'emploi. Axédia accueille aujourd'hui 10% de demandes de logements de personnes de 75 ans ce qui est caractéristique d'une mutation des revenus pour les gens.»

La problématique du relogement
«Nous vivons un problème important avec le relogement des personnes dans le cadre du NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain). A Avignon, il s'agit de 1 100 logements à détruire pour en reconstruire 800 dans le Grand Avignon.» concluait le président-directeur-général d'Axédia, Michel Gontard.

Laudun devient le nouveau cru des Côtes du Rhône

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



L’ancien Côtes du Rhône villages Laudun a obtenu, au début du mois de septembre, la reconnaissance de l’Institut National des Appellations d’Origine (INAO) en tant qu’appellation communale. Ainsi, l’appellation Laudun, nouveau cru des Côtes du Rhône, aura 2024 comme premier millésime.

En 2013, les vignerons de Laudun ont déposé un dossier d’accession en Appellation Locale Laudun auprès de l’INAO. Jusqu’à présent, les vins de la commune était sous l’appellation des Côtes du Rhône villages. Après le vote favorable du comité national de l’INAO, l’appellation Laudun devient le 18e cru des Côtes du Rhône.

Cette reconnaissance témoigne de la dynamique qualitative et collective engagée ces dernières années par les vignerons de l’AOC Laudun, tant sur les rouges que sur les blancs. Les vins blancs représentent d’ailleurs 32% de la production totale, un véritable atout pour la nouvelle appellation au vu de l’appétence des consommateurs pour cette couleur.

Les vignerons et négociants du nouveau cru seront ravis de faire découvrir le fruit de leur travail au public dès le début de l’année prochaine, avec en premier événement le salon Wine Paris en février.

Les vins de Laudun en chiffres :

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

– 68% de rouge, 32% de blanc
– 591 ha de production en 2023
– 22 390 hl de vin produit en 2023

Grand Delta Habitat, Etat des lieux et stratégie

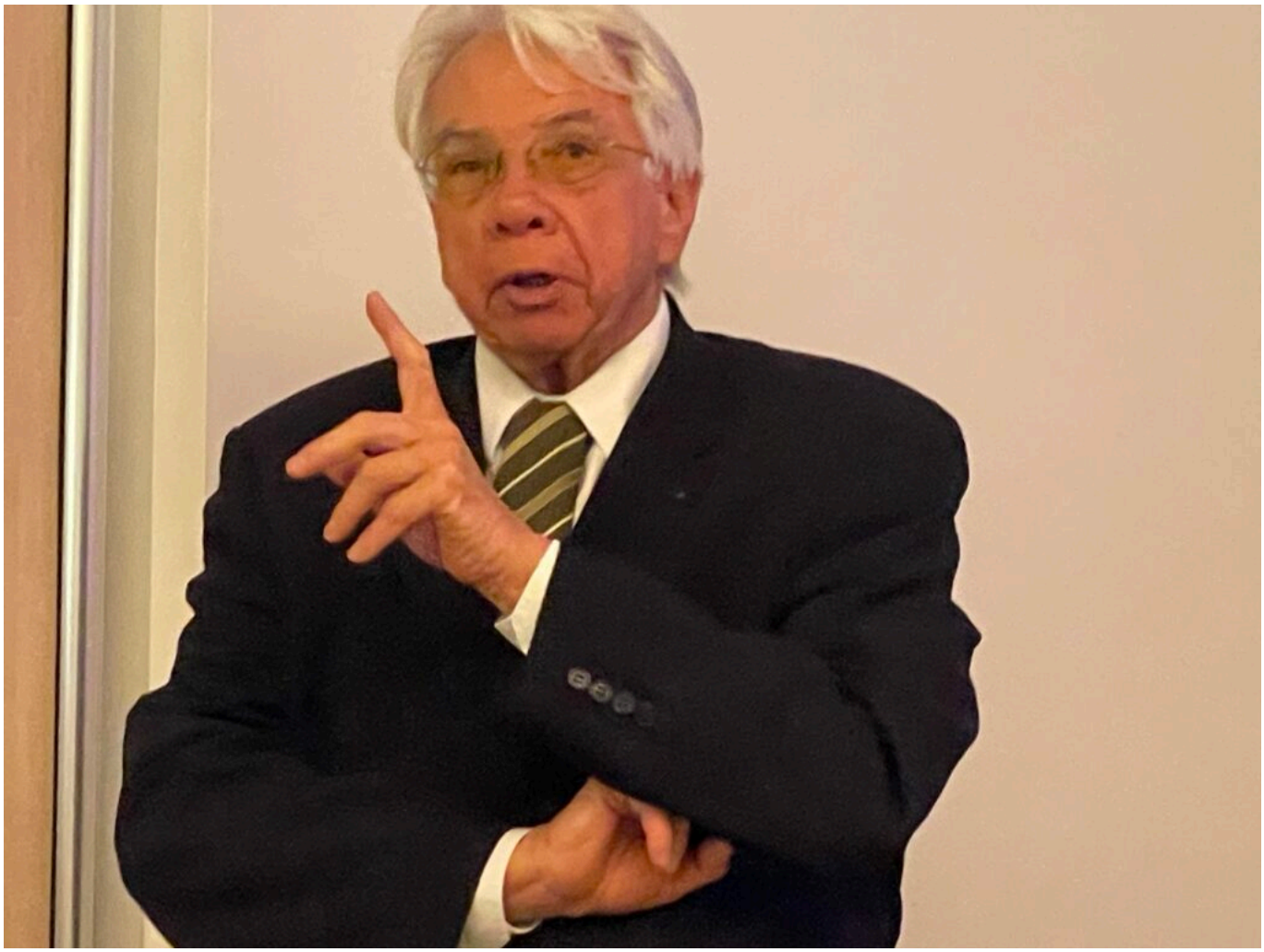


Lors du dernier Delt'apéro ayant pour thème la Transparence bancaire, Michel Gontard et les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

équipes de Grand Delta Habitat, leader des bailleurs sociaux de Vaucluse parti à la conquête des régions Paca, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes -dans une moindre mesure- et des Alpes-Maritimes, ont évoqué la transparence bancaire. Une analyse poussée venue contextualiser le marché sur lequel se meut avec difficulté le logement social qui a perdu, depuis 2017, l'appui du gouvernement et doit faire face à une conjoncture française et internationale des plus complexes. C'est aussi l'heure, pour ceux qui ont su maintenir leur croissance, de se montrer agiles et de rafler la mise… Même en temps de crise.



Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat Copyright MMH

Mais avant d'aller plus avant dans l'analyse de ce qui se joue actuellement, quelle est la position de Grand Delta Habitat ?
Grand Delta Habitat ce sont 39 375 logements, répartis dans 194 communes, dans quatre régions et 7 départements (84, 83, 30, 26, 13, 06 et 04), mais dont le plus grand nombre de logements se situent dans

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

le berceau de la coopérative soit 29 572 maisons et appartements en Vaucluse bientôt rejoints par 1 168 nouveaux habitats sur ce même territoire.

Une présence en zones tendues

Il est vrai que le bailleur social travaille également prioritairement sur les zones tendues comme dans le Var où 831 logements rejoindront les 774 logements déjà présents. Même chose du côté des Bouches-du-Rhône où 522 nouveaux habitats viendront grossir un patrimoine d'actuellement 3 907 logements, sans oublier les Alpes-Maritimes où 831 logements à venir complèteront les 774 habitations. Pour l'heure, la coopérative a déjà racheté 759 logements à ses confrères et en livrera autant, en programme neuf, d'ici la fin de cette année.

Des chiffres au carré

Concrètement, en 2023, GDH a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 215M€, investi 125M€, dégagé des ressources financières à hauteur de 36,3M€, obtenu un résultat net de 20,1M€, réalisé des plus-values grâce à la vente d'habitats à hauteur de 18,9M€ et bâti un autofinancement de 17,3M€. **Dans le détail ?** Le bailleur social loge 93 300 personnes, possède 9 747 lots en gestion de copropriété, a livré 805 logements, accueille 662 salariés, a vendu 158 logements et propose un suivi personnalisé des familles logées via 15 agences commerciales. Enfin, la coopérative arrive à un taux de recouvrement de 98,81% et 3,02% de logements vacants.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



Michel Gontard, président de GDH et Xavier Sordelet, directeur général GDH ont commenté la conjoncture et la feuille de route de la coopérative Copyright MMH

Les projections 2024

Grand Delta Habitat prévoit une marge annuelle de l'activité accession de 254M€ ; La collecte de 211M€ de loyers bruts (soit 194M€ net) ; La vente de logements pour 13,3M€ dont celle du Foyer 'Baigne pieds' 54 équivalents logements pour un produit d'un peu plus de 4M€ ; une vacance en dessous des 900 logements et une optimisation de l'organisation de sa structure avec 667 salariés à la fin de cette année. Au chapitre des freins : Une réduction de Loyer de Solidarité estimée à 16M€, tandis que la part affectée à la remise énergie est de 750 KF€ ; enfin, le coût de la vacance financière avec les démolitions se monte à une perte de 6 101KF.

Le Livret A

Le livret A passé de 0,5% en février 2020 à 3% en février 2023, et dont environ 60% de la collecte est

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

dévolue au financement du Logement social via les prêts consentis de la Caisse des dépôts aux organismes sociaux (il représente avec le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) 542 milliards d'euros de collecte en France), a sensiblement alourdi l'encours de la dette des bailleurs sociaux, évalué à 150 milliards d'euros. Les charges augmentant, ceux-ci sont là encore entravés dans leur résultat d'exploitation et leur capacité d'investissement.



Jardins de Sophie Copyright Sylvie Villeger

Les autres leviers exercés par GDH pour conforter son budget ?
L'augmentation de l'Indice de référence (IRL) des loyers à hauteur de 3,5% hors DPE (diagnostic de performance énergétique) F et G du patrimoine existant ; L'optimisation du calendrier de libérations et démolitions, et la réduction des logements vacants de 1 184 à 900, à fin décembre.

Les perspectives 2025-2028
GDH ambitionne **un autofinancement** de 18,2M€ en 2025 ; 21,3M€ en 2026 ; 24,3M€ en 2027 et 23,8M€ en 2028. Un patrimoine de logements allant de 40 862 en 2025 ; 41 491 en 2026 ; 42 216 en 2027 et 42 802 en 2028.
Un chiffre d'affaires loyers de 208,410M€ en 2025 ; 220 520 en 2026 ; 229 807 en 2027 et 238 934 en 2028.
En termes de **ventes de logements**, la coopérative verrait un retour sur investissement de 14,7M€ en 2025 ; 15,1M€ en 2026 ; 15,4M€ en 2027 et 15,8M€ en 2028. **GDH prévoit entre 2025 et 2028** d'investir 953M€ à destination des opérations nouvelles ; 266M€ de réhabilitations ; D'exécuter une

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

maintenance de son parc à hauteur de 137M€ et d'investir 39M€ dans de nécessaires démolitions.
A 2028, **la coopérative prévoit d'accueillir** 42 802 logements et foyers ; 4 107 logements réhabilités ; aura procédé à 1 083 ventes de logements ; exécuté 1070 démolitions et à 104 ventes de logements.

Standard & Poor's
L'ingénierie financière de GDH est saluée depuis 5 ans, par l'agence de notation Standard & Poor's qui lui a attribué la note de A pour ses choix de financement à long terme et A1 pour ces décisions en matière de financement à court terme. Cependant si GDH se révèle être une machine de guerre du Logement social au sein du Vaucluse et désormais vers les zones tendues des régions limitrophes et au-delà, le contexte conjoncturel et financier n'est pas des plus aisés. Michel Gontard, patron de la coopérative s'en est largement ouvert lors de ce Delt'Apéro de la Transparence bancaire.

Une conjoncture inquiétante
«La conjoncture est inquiétante, a relevé, durant la soirée, Michel Gontard. En effet, les bailleurs sociaux accélèrent les ventes en bloc pour retrouver leurs capacités financières.» Ainsi Erilia, SFHE (Société française d'habitations économiques), Unicil, Logis familial Varois, CDC Habitat (Caisse des dépôts et consignations), 13H (1er bailleur social public des Bouches-du-Rhône), 3F (Groupe d'Action Logement) et Sacogiva (Bailleur d'Aix-en-Provence) ont proposé une partie de leur patrimoine à Grand Delta Habitat.

Besoin de liquidité des confrères bailleurs
En tout, 2 200 logements ont été proposés, en 2024, à GDH par ses confrères et pour lesquels le bailleur vauclusien en a acquis 759 en dessous de 2 000€/m2 et même à Nice à hauteur de 1 600€/m2. **Plus précisément ?** Les 759 logements ont été achetés à Erilia, Sacogiva, 1001 vies habitat, 3F Sud, à CDC Habitat ainsi qu'à Unicil.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



Le Delt'Apéro de la Transparence bancaire réunissait Les directeurs et les administrateurs de la coopérative ainsi que ses partenaires financiers

Un contexte de crise inédit

«Nous sommes dans un contexte de crise inédit, analyse le président de GDH, détaillant les freins intervenant puissamment au creux d'une conjoncture marquée par le Covid –depuis mars 2020- puis la guerre en Ukraine intervenue fin février 2022 et dont l'impact s'est fait ressentir sur la production et la vente de logement.»

« **D'autres perturbations**

impactent la sphère économique, a rappelé le leader vauclusien des bailleurs sociaux comme, notamment, le retour de l'inflation, l'augmentation des coûts de construction, ainsi que celui de l'argent –qui a eu pour conséquence de diminuer les capacités d'emprunt immobilier, notamment des particuliers, jusqu'à + de 50 000€. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

« **La disparition des aides publiques**
sont pour beaucoup supprimées. Quant au Prêt à taux zéro (PTZ), s'il a, en effet, été prolongé jusqu'en 2027, son usage a été restreint. Le dispositif concerne l'acquisition d'un logement neuf en zone tendue ou d'un logement ancien avec travaux en zone détendue. Le dispositif subit également le recul de solvabilité du primo-accédant cependant son action touche désormais 800 nouvelles communes. » Pour Michel Gontard, « le PTZ demeure intéressant dans le cadre de l'accession sociale à la propriété dans le cadre d'achat en PSLA (Prêt social location/accession), en BRS (Bail réel social) sur l'ensemble des ventes HLM. »

La fin programmée du dispositif Pinel d'investissement locatif
Cette disposition, éteinte en 2024, permettait une réduction d'impôt allant jusqu'à 21% du prix d'acquisition d'un bien mis en location. Pourtant le Pinel avait permis la construction de 500 000 logements depuis sa création en 2014. « Sa disparition remet en question l'équilibre des opérations de logement en réduisant la part des investisseurs. La promotion immobilière est désormais le fait des bailleurs sociaux. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



Le nouveau Chai Copyright Sylvie Villeger

Le mille-feuille de la règlementation
Désormais la concurrence établit ses règles par voie de règlementations que seuls les plus grands faiseurs peuvent absorber telles que la Loi Climat et résilience qui interdit l'augmentation des loyers des logements du parc privé classés F et G au titre du DPE (Diagnostic de performance énergétique).
En 2024
toutes les étiquettes DPE sont autorisées à la location à condition de consommer moins de 450Kwh/m2 par an. En 2025, l'Etat prévoit d'exclure du parc locatif les logements classés en G, puis F en 2028 et E en 2034.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

La loi Zan
Fixe de réduire de moitié la consommation des surfaces naturelles d'ici 2030 afin de cesser d'artificialiser les sols d'ici 2050.
Les effets collatéraux
Entre 2021 et 2023 la Fédération des promoteurs a observé un recul de 50% des ventes de logements au détail et de 60% des ventes de logements aux investisseurs. 900 agences immobilières ont été placées en redressement judiciaire ou en liquidation en 2023 soit +3% par rapport à 2022.

Offices notariaux, archis, déménageurs…
Près de 1 000 licenciements ont été annoncés dans les offices notariaux car le nombre de transactions immobilières dans l'hexagone est passé de 1 Million en 2022 à 900 000 en 2023. Les cabinets d'architecte se sont séparés de 15% de leurs effectifs dès le 1er semestre 2024 soit 10 000 suppressions d'emplois sur 60 000. Même ressenti du côté des déménageurs avec un recul de 20% de l'activité et une baisse d'activité de 2,5% chez les marchands de meubles. Enfin, du côté des collectivités, les droits de mutation n'ont pas été au rendez-vous. Le Conseil départemental qui avait budgété 110M€ en 2024 subira un recul de 30M€ par rapport à 2023.

Désormais
Les bailleurs sociaux qui 'tiendront la rampe' sont ceux qui sauront mêler audace, prudence et pugnacité dans l'exercice du développement d'un patrimoine de qualité, en zone tendue et sans doute également, dans le logement intermédiaire qui permet à ceux qui n'ont pas accès au logement social de prétendre à un loyer décent, en proximité des agglomérations pourvoyeuses d'emplois et de services. Pour cela, La bonne santé de l'organisme se lit en partie dans sa capacité d'autofinancement et en, regard de son seuil de fragilité.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



Les Géraniums Copyright Sylvie Villeger

Samuel Marc nommé coordinateur Paca et Occitanie des Forces françaises de l'industrie

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



Samuel Marc, président du groupe industriel vauclusien Fénix Evolution, basé à Gargas, vient d'être nommé coordinateur des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie pour le club des Forces françaises de l'industrie (FFI).

Les Forces françaises de l'industrie ont souhaité se renforcer en régions. A la suite d'une rencontre entre ses fondateurs et le vauclusien Samuel Marc en septembre 2023 et d'un événement organisé par Samuel en Vaucluse autour de la réindustrialisation du département en mars dernier, auquel était présent Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'Économie et entrepreneur actif au sein des FFI, le président de Fénix Evolution a été nommé coordinateur des régions Paca et Occitanie pour le club des FFI.

> « Quand Laurent Moisson (cofondateur des FFI) m'a fait part de l'ambition des Forces françaises de l'industrie de s'impliquer davantage en régions, j'ai tout de suite voulu m'investir dans le projet. »
>
> *Samuel Marc*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Issu d'une famille travaillant dans le milieu du nucléaire, Samuel Marc s'est quant à lui dirigé vers le secteur de l'agroalimentaire. Après une première entreprise, Délisucré, qui avait obtenu en 2016 le prix de l'innovation du Salon international de l'agroalimentaire (SIAL) pour une gamme de produits sucrants adaptés aux personnes diabétiques, Samuel Marc a fondé le groupe industriel Fénix Evolution en 2020. Basée à Gargas, l'entreprise est spécialisée dans la revalorisation des fruits locaux déclassés. La société gargassienne travaille notamment avec le Groupe Perret pour créer une nouvelle génération de bio activateurs à base de ferments lactiques afin d'activer et régénérer la fertilité des sols.

Samuel Marc a donc à cœur de réindustrialiser les zones rurales, c'est d'ailleurs l'une de ses missions au sein des FFI. En tant que coordinateur régional, il aura pour missions d'organiser les Nuits de l'industrie à travers quatre événements majeurs afin de valoriser le savoir-faire français. « Cette série d'événements aura pour but final la création d'un livre blanc sur l'état de la réindustrialisation en France », développe Samuel Marc. Le Vauclusien devra également promouvoir le réseau FFI à l'échelle régionale afin de tisser des liens solides et durables, mais aussi faciliter l'implantation et le développement des industries en zones rurales et contribuer à leur dynamisme économique.

Le Vaucluse en route vers une réindustrialisation ?

Les habitants de la Région Sud plus proches d'un lieu culturel que ceux d'Occitanie

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

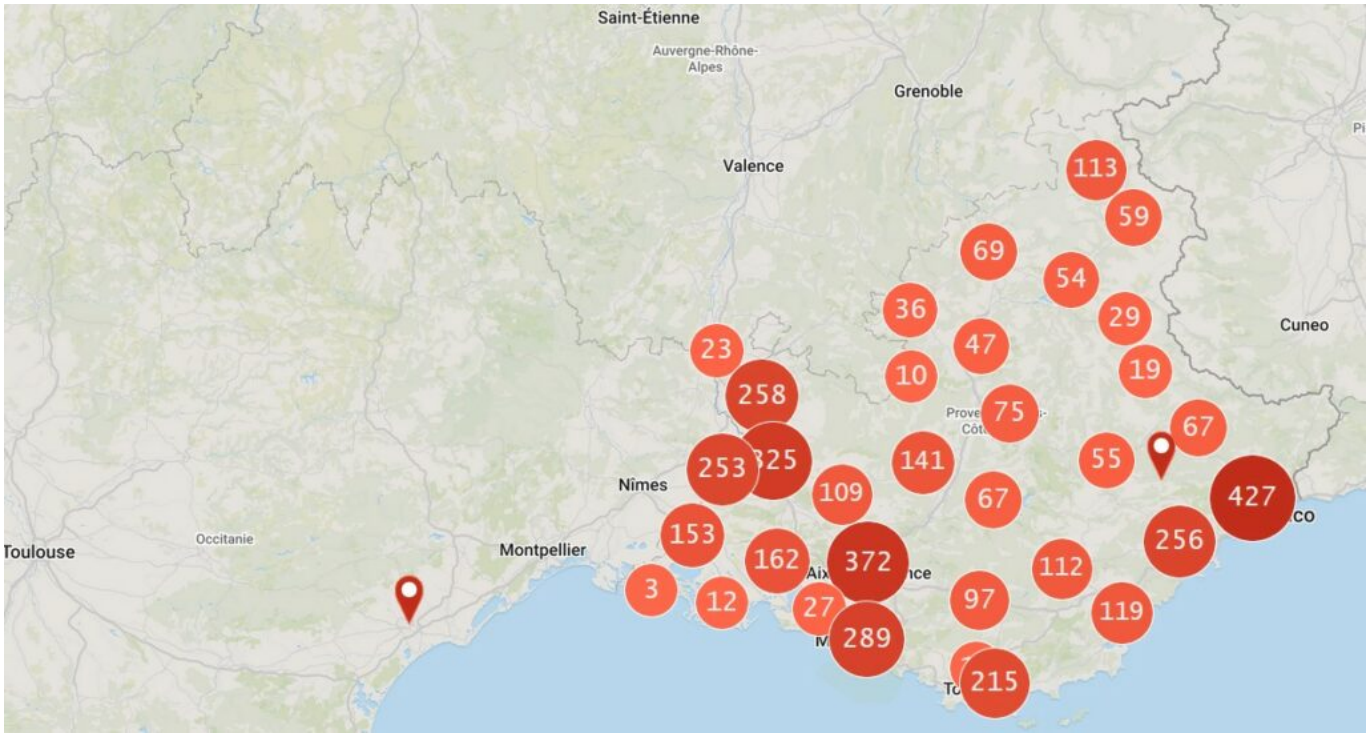


Les habitants de Provence Alpes Côte d'Azur doivent parcourir près 8km en moyenne pour accéder à un lieu culturel. C'est ce qui ressort du baromètre que vient de dévoiler Spliiit, la plateforme de co-abonnements digitaux leader en Europe.

En Provence Alpes Côte d'Azur, 8km de trajet en moyenne sont nécessaires pour atteindre les premiers équipements culturels. C'est autant qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et moins qu'en Occitanie (10km).
Selon le dernier baromètre de la plateforme de co-abonnements digitaux Spliiit, cet éloignement des Français des établissements culturels varient entre 5 et 30km pour 50% d'entre eux selon que ces derniers vivent dans des zones plus moins rurales. Parmi eux, plus de 20% vivent dans des communes éloignées de plus de 15km d'un lieu culturel.
En tout, on dénombre 72 826 lieux et équipements culturels dans l'Hexagone dont 4 088 en Paca et 799 dans le Vaucluse.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



En tout, on dénombre 72 826 lieux et équipements culturels dans l'Hexagone dont 4 088 en Paca. © Ministère de la Culture

Eloignement géographique = fracture numérique ?

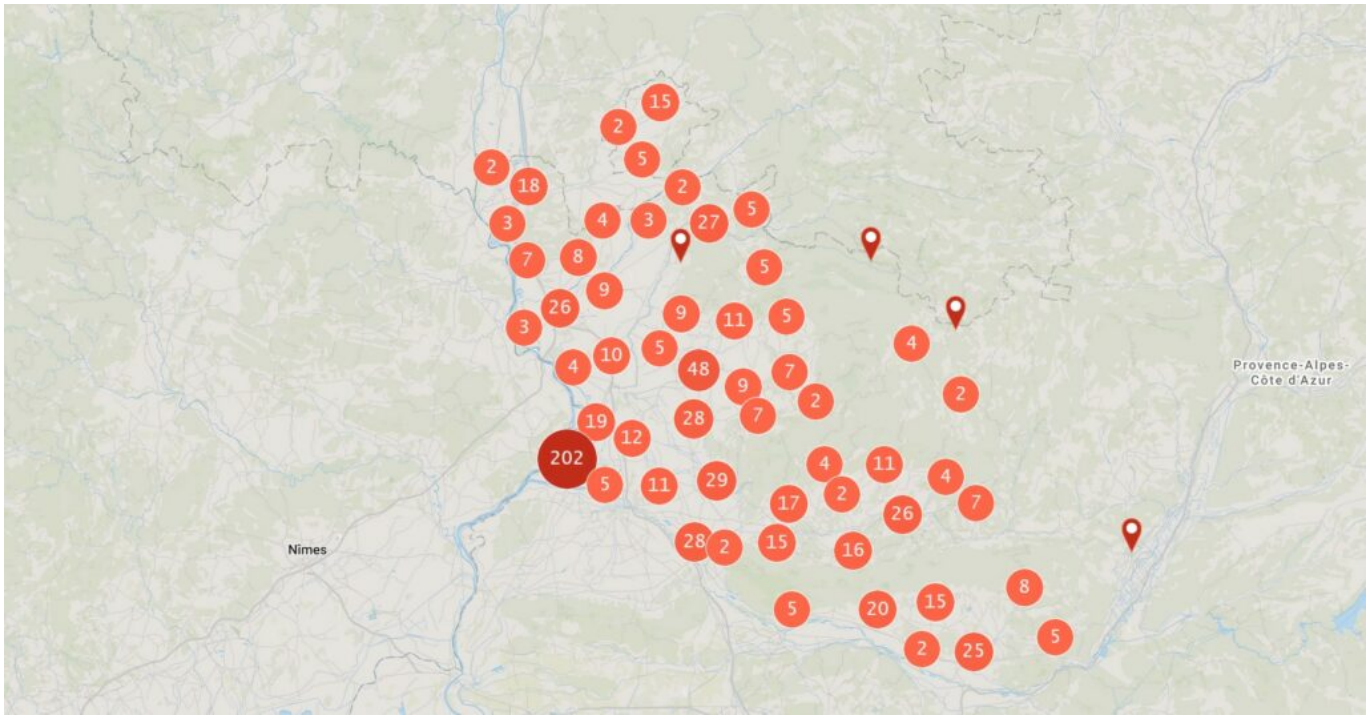
Un éloignement qui conditionne grandement les pratiques culturelles dans les territoires. Sans surprise, 'Loisirs des villes, loisirs des champs', une étude du ministère de la Culture 'publiée l'an dernier, confirme que les habitants des villes sont avantagés par rapport à ceux des campagnes grâce à des temps d'accès réduits aux équipements culturels selon les différents espaces d'habitation.

« Qu'il s'agisse de films, de musique, de livres ou de jeux vidéo, l'accès à la culture dans la région passe donc désormais majoritairement par l'abonnement à des plateformes de streaming, constate aussi le baromètre de Spliiit. Des services cependant toujours plus chers, donc eux-mêmes sources de nouvelles inégalités. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



Avec 799 lieux et équipements culturels, le Vaucluse représente presque 20% des sites de la Région Sud. © Ministère de la Culture

Vidéo à la demande et jeux vidéo

Dans une région où l'on dénombre en moyenne 3 abonnements par foyer, les abonnés de Paca estiment à 73% que ce type de services est trop cher (contre 77% en Auvergne-Rhône-Alpes, 72% en Occitanie et 74% pour la moyenne nationale).

Par ailleurs, les types d'abonnements diffèrent toutefois d'une région à l'autre. En Provence Alpes Côte d'Azur la musique, la SVOD (Subscription video on demand ou Vada – Vidéo à la demande par abonnement) et le e-commerce sont les catégories les plus plébiscitées. La fréquence d'utilisation des services d'abonnement varie également selon les lieux. Au sein des foyers de Provence Alpes Côte d'Azur les abonnements musicaux et SVOD sont utilisés environ 5 jours par semaine, contre 2 jours pour les jeux vidéo.

Les enfants de Paca sont ceux qui reçoivent

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

le plus d’argent à Noël



L’étude annuelle ‘Cadeaux de Noël : les habitudes des Français’ menée par le Teenage Lab de Pixpay, la carte de paiement des ados co-pilotée par les parents, a révélé qu’un parent sur deux a limité son budget cadeaux en cette période d’inflation, que 64% des enfants préféraient recevoir de l’argent plutôt qu’un cadeau, mais que les parents sont restés attachés à 76% au traditionnel cadeau.

En région Provence-Alpes-Côte d’Azur, les ados qui ont reçu de l’argent ont bénéficié de 130€ en guise de cadeau de Noël. Un montant qui les place parmi les enfants les plus gâtés de France où la moyenne n’est que de 109€. Chez leurs voisins occitans, quant à eux, ce montant s’élève à 126€.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

L’office de tourisme du Grand Avignon développe des mobilités touristiques plus durables



Le Comité régional du tourisme et des loisirs d’Occitanie, la Région Occitanie, l’Ademe et Atout France ont lancé un appel à manifestation d’intérêt afin de renforcer les missions historiques des offices de tourisme tout en prenant en compte les enjeux environnementaux. L’office de tourisme du Grand Avignon a été choisie et va bénéficier d’un accompagnement.

En France, 11% des émissions de gaz à effet de serre sont dues au tourisme, dont 77 % de ces émissions proviennent des transports des touristes. Dans un contexte où le climat est au cœur de toutes les préoccupations, le secteur du tourisme aspire à mieux maîtriser les pressions qu’il exerce sur l’environnement. C’est pourquoi le Comité régional du tourisme et des loisirs d’Occitanie souhaite accompagner les offices de tourisme dans leur transition vers le statut ‘Office de Tourisme et des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Mobilités’.

L’office de tourisme du Grand Avignon a été sélectionné aux côtés de quinze autres organismes pour bénéficier d’un accompagnement en faveur de mobilités touristiques plus durables. Le comité de pilotage de l’appel à manifestation d’intérêt, composé d’experts en transition et en tourisme, a notamment retenu la qualité de l’approche de l’office de tourisme en matière de mobilité et de tourisme et les moyens mobilisables pour cet appel.

L’objectif est d’informer sur l’ensemble des offres de mobilité du territoire régional tout en promouvant des solutions alternatives à la voiture et en mettant à disposition des services de mobilités bas carbone. Ainsi, l’office de tourisme du Grand Avignon va pouvoir bénéficier d’un accompagnement personnalisé pendant 18 mois.

Concrètement, des points d’information ‘tourisme et mobilité’ seront installés sur différents lieux stratégiques du territoire du Grand Avignon pour inciter les touristes et locaux à (re)découvrir la destination autrement, de façon plus responsable, et idéalement sans voiture, grâce à des propositions combinant la randonnée, le TER, le bus, la combinaison vélo & TER et vélo & bus.

V.A.

Transition écologique, Pont Saint-Esprit fait partie des 13 lauréats ‘Fonds verts’ d’Occitanie

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



La Ville de Pont-Saint-Esprit vient de recevoir un chèque de 153 530€ pour son projet de rénovation de l'éclairage public de la part de Fonds vert en Occitanie.

«Ce sont 174M€ mis à la disposition dans la région, a précisé Pierre-André Durand, préfet d'Occitanie. Depuis la rénovation de l'éclairage public à celle d'une mairie ou d'une école en passant par la renaturation d'une friche, le Fonds vert soutient des projets concrets. Grâce à ces réalisations, notre empreinte environnementale est réduite, la qualité de vie de nos concitoyens améliorée, nos collectivités réalisent des économies.»

Comment tout a commencé
Annoncé le 27 août 2022 par la première ministre Elisabeth Borne et rendu effectif depuis début janvier, le fonds vert est un dispositif d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

L'éclairage public de Pont-Saint-Esprit
«Le projet d'éclairage public de Pont-Saint-Esprit a pour objet la sécurisation mécanique et électrique des installations d'éclairage public et connexes puis le renouvellement et la rationalisation du patrimoine d'éclairage public avec un passage systématique à la technologie Led, a détaillé Claire Lapeyronie, maire de Pont-Saint-Esprit. Chaque lanterne sera équipée d'un abaisseur de tension pour une réduction de 50% entre minuit et 5h du matin. Cela concourra à la sécurisation des conditions de circulation, des déplacements nocturnes et des liaisons inter-quartiers. Le dispositif joue également un rôle sur la préservation de la biodiversité via la réduction de la pollution lumineuse avec un éclairage mieux dimensionné, mieux dirigé et plus adapté aux zones à éclairer.»

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026



Remise des chèques Fonds verts aux élus par le préfet d'Occitanie

Les chiffres

Le coût prévisionnel du projet est de 614 121€ ; le montant de la subvention Fonds vert est de 153 530€, ce qui représente 25% de la somme globale de la rénovation de l'éclairage public.

«Notre collectivité porte le projet de rénovation de l'ensemble de son éclairage public depuis décembre 2021, souligne Claire Lapeyronie. Ce sont 2,2M€ investis sur 5 ans. Grâce à un emprunt auprès de la Caisse des dépôts et consignations à un taux fixe défiant toute concurrence, à la DETR (Dotation d'équipement des territoires ruraux) et au Fonds vert, les 1 700 points lumineux de la ville sécurisent les emplacements de tous les usagers sur le territoire et mettent en valeur notre patrimoine et permettent de diminuer notre consommation électrique de près de 75%.»

2 milliards d'euros

Doté de 2 milliards d'euros de crédits déconcentrés aux préfets, le Fonds vert est destiné à financer des projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés dans trois domaines : performance environnementale, adaptation du territoire au changement climatique et amélioration du cadre de vie.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

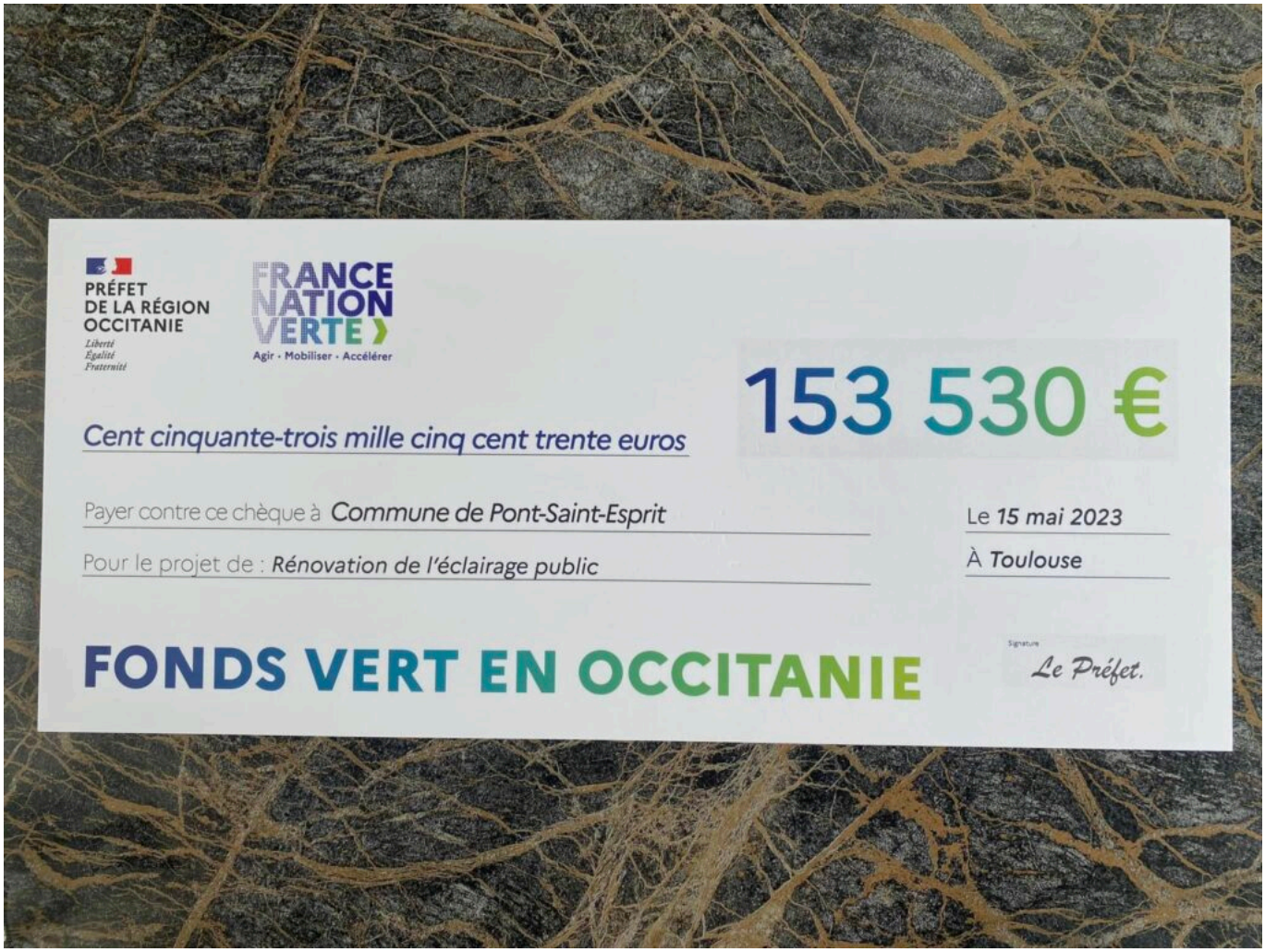
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Toutes les application du fonds vert

Le Fonds vert intervient sur La rénovation énergétique des bâtiments publics et locaux ; La rénovation des parcs luminaires d'éclairage public ; Le soutien au tri à la source et la valorisation des biodéchets ; La protection de bâtiments contre les vents cycloniques ; Les incendies et végétation ; les milieux aquatiques et inondations ; les collectivités de montagne ; La renaturation des villes ; le recul du trait de côte ; la biodiversité ; le covoiturage ; le recyclage foncier ; les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) et l'ingénierie.

Article précédent sur ce sujet ici.



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Provence-Alpes-Côte d'Azur : SPIE recrute 280 collaborateurs, dont 40 alternants

SPIE France, filiale du groupe SPIE, leader européen des services multi-techniques dans les domaines de l'énergie et des communications, et ses 6 filiales, recrute actuellement 280 collaborateurs en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont 40 alternants.

Dans ce cadre, la filiale, notamment implantée à Orange, Pertuis, Sérignan-du-Comtat et Vedène, recherche des profils variés allant de technicien de maintenance, technicien data centers, monteur, conducteur de travaux, soudeur, électricien industriel à ingénieur réseaux, ingénieur smart city ou encore des profils tournés vers la cybersécurité. Les postes à proposés sont principalement des CDI à temps plein, mais 40 postes en alternance sont également à pourvoir.

En Occitanie, où la filiale est implantée à Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit, ce sont 605 postes qui sont à pourvoir. Là encore, tous les niveaux d'étude sont ciblés, du bac professionnel au diplôme d'ingénieur, en passant par les licences professionnelles et les BTS. « Nous recherchons des personnes qui ont envie de progresser, de transmettre et d'entreprendre », explique Arnaud Tirmarche, directeur général de SPIE France, dans un communiqué.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 6 novembre 2026

Au total, la filiale Française du groupe cherche à recruter 3 700 collaborateurs dont 700 alternants dans le but de « renforcer son rôle d'acteur des transitions énergétique, numérique et industrielle en France et contribuer à l'émergence d'une société bas-carbone ».

Toutes les offres d'emploi sont consultables sur spie-job.com.

J.R.